



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquantième session

3-7 avril 2017

Point 3 de l'ordre du jour provisoire¹

**Débat général 3 a) : Mesures à prendre
pour poursuivre la mise en œuvre
du Programme d'action de la Conférence
internationale sur la population
et le développement aux niveaux
mondial, régional et national**

**3 b) : Thème spécial de la cinquantième
session de la Commission² établi sur la base
du Programme d'action de la Conférence
internationale sur la population
et le développement et des principales
mesures à prendre pour la poursuite
de sa mise en œuvre**

Déclaration présentée par World Youth Alliance, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social³

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

¹ E/CN.9/2017/1.

² Évolution de la structure par âge de la population et développement durable.

³ La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

World Youth Alliance est une organisation mondiale de jeunes qui promeut la dignité de la personne humaine dans les domaines politique et culturel et tisse des liens de solidarité entre les jeunes des pays en développement et des pays développés.

La dignité humaine est présente dans chaque être humain. Ainsi, comme énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous devons « agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité » (art. 1). C'est sur cette valeur intrinsèque de l'être humain que doivent reposer les politiques et les lois qui créent les conditions permettant l'épanouissement des personnes. L'approche centrée sur la personne consiste à respecter chaque être humain et travailler les uns avec les autres dans un esprit de solidarité pour veiller à inclure chacun dans nos efforts visant à parvenir à un développement durable.

Chaque société a sa propre structure démographique qui a une incidence sur son propre développement. L'accroissement ou le déclin de la population, et leurs effets sur la dynamique économique et sociale des différents pays est un thème clef des débats sur le développement international. Si nous voulons identifier correctement les ressources et les affecter aux programmes les plus bénéfiques pour les personnes dans le besoin, les questions concernant les effets de la croissance ou du déclin de la population, la nécessité de mettre en place des politiques à cet égard et le type de politiques à élaborer doivent être traitées à la lumière de la réalité de la dignité de l'être humain.

De nombreux débats onusiens sur les structures démographiques se sont articulés autour du « dividende démographique ». Ce dernier est souvent considéré comme bénéfique, étant donné qu'en raison de la forte diminution de la fécondité, le nombre de travailleurs est sensiblement plus élevé que celui des personnes à charge. Toutefois, comme beaucoup de pays développés en ont fait l'expérience, cette situation n'est que temporaire. L'amélioration de la santé, qui est souvent considérée comme un facteur de baisse de la fécondité, permet également d'augmenter l'espérance de vie et aboutit ainsi à une population vieillissante. Certains pays développés ont adopté des politiques d'encouragement à la natalité pour être en mesure de prendre en charge les personnes âgées, de plus en plus nombreuses. Le Japon examine actuellement des politiques familiales pour aider les mères qui travaillent, Singapour accorde une prime de naissance plus élevée pour le troisième enfant et l'Italie a lancé une campagne sur les médias sociaux visant à promouvoir la grossesse. Ces mesures montrent que le dividende démographique peut se transformer en déficit démographique, et que les gouvernements devraient faire preuve de prudence lorsqu'ils adoptent des politiques de réduction de la fécondité.

La promotion de mesures de soins de santé en faveur de la baisse des taux de fécondité ne tient pas compte des effets économiques à long terme que cela pourrait engendrer, mais est par ailleurs susceptible de porter atteinte au droit de chaque famille de prendre ses propres décisions quant au nombre d'enfants qu'elle souhaite avoir. Il existe de nombreux exemples de politiques mises en place pour parvenir à une structure démographique « idéale » et ayant abouti à des pratiques coercitives, notamment des mesures allant de l'aide aux familles peu nombreuses des programmes d'aide sociale aux avortements et stérilisations forcés. Les politiques

de contrôle de la population coercitives portent atteinte à la dignité humaine et doivent être condamnées. Il ne saurait y avoir de développement véritable si les êtres humains sont uniquement considérés comme des problèmes à gérer.

Le développement axé sur la personne et fondé sur la dignité humaine met l'accent sur l'autonomisation des personnes. Les politiques axées sur la dignité humaine reconnaissent la capacité de chaque individu à contribuer au développement et à ne pas se contenter d'en bénéficier. La créativité humaine et l'ardeur au travail sont au cœur de l'innovation et ont permis d'améliorer les conditions de vie d'innombrables personnes. Les politiques fondées sur la dignité humaine privilégient les soins de santé de base (objectif 3), l'éducation et la formation professionnelle (objectif 4), la bonne gouvernance et les infrastructures (objectif 16) qui permettront (aux personnes) d'accéder à diverses formes de capital. Les politiques qui considèrent les personnes comme faisant partie du problème à résoudre plutôt que comme des participants au développement sapent en réalité ces efforts.

Des soins de santé et une éducation de qualité sont essentiels à la réalisation du développement durable à la lumière de l'évolution de la structure par âge de la population. Ils donnent la possibilité aux personnes, et non aux gouvernements, de faire des choix en connaissance de cause au sujet de leur famille. Un bon état de santé requiert non seulement des soins médicaux, mais aussi de l'eau non polluée, des services d'assainissement, une bonne alimentation, un bien-être psychologique et l'éducation nécessaire pour comprendre les avis médicaux et prendre des décisions éclairées.

La dignité humaine doit être au cœur des soins de santé. Il faut que les personnes soient capables de comprendre leur corps et les possibilités qui s'offrent à elles pour donner un consentement éclairé. Elles ne devraient pas se voir refuser l'accès aux soins de santé au motif de leur race, classe ou handicap, et tous les traitements et services doivent respecter les valeurs et la dignité de tous les êtres humains. World Youth Alliance encourage les États Membres à ne pas imposer des produits de santé ni des procédures sanitaires qui ne respectent pas la conscience des patients ou qui nuisent à la dignité humaine. Les pratiques sujettes à controverse telles que l'avortement portent atteinte à la dignité de la mère et de l'enfant, et ne devraient pas être encouragées comme moyen d'éliminer la pauvreté.

L'accès à une éducation de qualité doit être garanti pour tous de manière égale, et celle-ci devrait partir d'une réelle compréhension de la personne, et encourager le respect de soi et des autres dans un esprit de solidarité. La responsabilité de l'éducation incombe principalement aux parents et l'État est tenu de les soutenir dans ce rôle.

World Youth Alliance a élaboré le programme « Human Dignity Curriculum » (HDC) qui peut aider à promouvoir le respect, le comportement responsable et l'égalité. Ce dernier instruit les enfants sur la dignité humaine : il leur apprend qu'elle est en possession de chaque être humain et qu'elle doit donc être respectée. Le programme apprend aussi aux enfants qu'ils ont la possibilité d'exceller, de développer leurs talents et d'exploiter ces derniers pour le bien commun, indépendamment de leur situation. Il respecte les différences culturelles et encourage la participation des parents.

Les jeunes qui comprennent la dignité humaine sont prêts non seulement à prendre des décisions personnelles responsables, mais aussi à contribuer à leur

communauté et à traiter les autres avec respect au sein de leurs famille, groupes de pairs et communauté, y compris dans leurs relations personnelles. Ils seront à même de contribuer au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, non seulement pour eux, mais aussi pour les autres.

Les individus, la société, les gouvernements et les institutions doivent travailler dans un esprit de solidarité pour favoriser les conditions qui conduisent au développement, telles que la liberté, la paix et la sécurité. Ce n'est pas la densité ou la composition d'une population qui détermine le degré de développement, mais plutôt la manière dont une population utilise sa créativité pour surmonter les obstacles au développement, notamment le manque de ressources naturelles.

Le milieu naturel est à la fois une source de bien-être physique et de beauté incommensurable dont il faut prendre soin avec sagesse et savourer avec modération. Satisfaire en temps voulu les besoins fondamentaux des populations concernant le logement, l'énergie, l'eau, l'assainissement et l'alimentation est essentiel pour prévenir la dégradation de l'environnement et inverser cette tendance dont nous sommes les témoins aujourd'hui; toute crise environnementale est liée à une crise humaine. La créativité humaine est l'élément moteur derrière l'élaboration de politiques qui préserveront l'environnement pour les générations futures. De nouvelles idées sur les moyens de canaliser l'énergie et de mettre au point des façons de procéder qui soient respectueuses de l'environnement voient le jour parmi les populations, ces êtres humains qui sont l'objet même du développement durable.

Considérant que des actes irresponsables peuvent conduire à la dégradation de l'environnement, il est important de favoriser la gestion responsable dans chaque société. Chaque être humain est appelé à reconnaître sa responsabilité personnelle, qui trouve son origine dans les valeurs intrinsèques et la dignité inhérente à chaque être humain. La gestion responsable réside dans l'engagement personnel à prendre soin de la terre et de son voisin. Elle commence dans la famille et s'étend aux communautés locales et mondiales. Il est important de donner aux populations les moyens de bien gérer leur foyer commun en vue d'instaurer un développement durable.

Pour autonomiser les personnes, nous devons veiller à ce qu'elles aient accès aux diverses formes de capital. Cette idée est mise en évidence dans l'objectif 16 de développement durable, qui souligne l'importance des sociétés justes et des institutions responsables. En effet, ce sont elles qui garantissent à tous, sur un pied d'égalité, un accès aux formes de capital fondamentales, et qui leur permettent ainsi de contribuer aux efforts de développement. Ceci est essentiel pour éliminer la pauvreté et garantir un développement durable pour tous.

Michael Fairbanks, conseiller du Président rwandais, M. Paul Kagame, a dégagé sept formes de capital auxquelles les personnes doivent avoir accès pour vivre convenablement, à savoir : les ressources naturelles telles que la situation géographique, les ressources du sous-sol, les forêts, les plages et le climat; les ressources financières nationales telles que l'épargne et les réserves internationales; le capital créé par l'homme tel que les bâtiments, les ponts, les routes et les moyens de télécommunication; le capital institutionnel tel que la protection juridique des biens corporels et incorporels, les ministères efficaces et les entreprises qui s'efforcent d'accorder le plus de valeur possible aux actionnaires, et indemnisent et forment les employés; les ressources en connaissances telles que les brevets internationaux et les capacités des universités et des groupes d'étude et d'analyse; le

capital humain, qui représente des compétences, des connaissances et des capacités; et le capital culturel, qui ne représente pas seulement les expressions explicites de la culture telles que la musique, la langue et la tradition rituelle, mais aussi les attitudes et les valeurs liées à l'innovation. En veillant à ce que chacun ait accès à ces formes de capital, nous sommes à même de garantir le développement durable, indépendamment de l'évolution de la structure par âge de la population.

Les efforts de développement doivent tenir compte des défis auxquels les différentes structures par âge de la population doivent faire face, sans toutefois considérer les êtres humains comme un problème. Ces derniers constituent la plus grande source de solutions potentielles en vue de parvenir à un réel développement. Leurs capacités créatives illimitées, qui reflètent leur dignité inhérente en tant qu'êtres humains leur permettront d'exploiter les connaissances et les compétences qui conduiront à ce développement. Lorsque les populations veilleront à ce que les besoins fondamentaux de chaque être humain soient comblés, la société leur donnera les moyens de résoudre les problèmes de manière créative, de favoriser le développement, et de répondre aux besoins relatifs à la situation démographique unique de leur communauté ou de leur pays.
